

ANNEXE II



CHARTRE DE PARTENARIAT ECONOMIQUE DES COMMUNAUTÉS D'AGGLOMERATION ET COMMUNAUTÉS DE COMMUNES AVEC LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE

Le Code général des collectivités territoriales donne à la Région la responsabilité exclusive de la définition des orientations en matière de développement économique, la définition des régimes d'aides et l'attribution des aides aux entreprises sur le territoire régional, hors immobilier d'entreprise.

Ce même Code permet aux communautés d'agglomération et aux communautés de communes de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies de développement économique de leurs territoires en compatibilité avec le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) élaboré par le partenariat économique régional sous l'égide de la Région. Les communautés d'agglomération et communautés de communes disposent pour une grande partie d'entre elles de l'expertise nécessaire en interne.

Cette même exigence de compatibilité avec le SRDEII s'impose à la Région lorsqu'elle élabore ses propres stratégies de développement économique et qu'elle définit les régimes d'aides aux entreprises. C'est dans ce cadre que la Région a établi son règlement d'intervention qui définit les régimes d'aides utilisables par l'ensemble des collectivités sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine.

Dans un but d'efficacité de l'action publique sur le territoire et afin de bâtir un cadre conjoint des stratégies publiques de développement économique et des aides aux entreprises, la stratégie régionale doit se conjuguer aux stratégies locales des communautés d'agglomération ou de communautés de communes dans le respect des compétences que la loi attribue à chacune de ces collectivités.

La présente charte propose un cadre de partenariat et d'articulation des relations entre les communautés d'agglomération/communautés de communes et la Région, pour le meilleur accueil des projets des entreprises.

La Région Nouvelle-Aquitaine souhaite établir un partenariat privilégié avec les communautés d'agglomération et les communautés de communes.

Ces Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre peuvent mettre en œuvre le SRDEII avec la Région, conformément aux dispositions de l'article L 4251-18 du Code général des collectivités territoriales. Ils constituent l'échelon local de proximité au plus près des acteurs économiques. Il est donc essentiel que les canaux de coordination soient établis et efficaces entre ces collectivités et la Région.

Dans le cadre d'une complémentarité territoriale, la Région souhaite que les communautés d'agglomération/communautés de communes puissent orienter, conseiller et effectuer un accueil qualifié des entreprises et des opérateurs économiques locaux porteurs de projet. Par leurs contacts directs et réguliers avec une part importante du tissu économique local, les communautés d'agglomération et les communautés de communes réalisent de manière habituelle et naturelle un primo-accueil pour les entreprises porteuses de projets, partagé avec d'autres acteurs territoriaux, chambres consulaires notamment.

Cet accueil devra s'effectuer de manière concertée avec la Région, il devra être qualifié et de qualité. A cette fin, la Région mettra en place de façon régulière et structurée les canaux d'information et/ou de formation pour assurer la montée en compétence et la qualité des réponses, conseils et orientations qui seront proposées par les élus et les personnels des communautés d'agglomération/communautés de communes. Des points de coordination spécifiques pourront être réalisés entre la Région et les communautés d'agglomération/communautés de communes pour suivre l'avancée des projets et coordonner leurs efforts sur les projets du territoire. Ces aspects pourront être décrits dans le cadre des conventions passés avec les communautés d'agglomération/communautés de communes.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes s'engagent à renforcer leur professionnalisation en établissant des organisations adaptées aux besoins d'accueil et d'orientation des entreprises, en veillant à la meilleure formation de leurs personnels et en assurant la fluidité et la qualité des informations transmises.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes partagent des enjeux communs tout en conservant leurs spécificités, leurs attentes et leurs priorités.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes, par leur rôle de centralité locale et les compétences qui leur sont attribuées partagent les priorités suivantes :

- l'aménagement économique et le parcours immobilier des entreprises ;
- le contact de proximité avec les différents acteurs économiques locaux ;
- l'importance de l'économie résidentielle de proximité, des commerces, de l'artisanat, de l'économie sociale et solidaire et du dynamisme des centres bourgs et des centres ville ;
- la promotion et la valorisation de leurs territoires ;
- les conditions de vie, de formation et de recrutement sur les territoires ;
- l'accessibilité, la qualité des moyens de transports et l'intermodalité ;
- la qualité des services locaux proposés aux entreprises, y compris le THD.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes ont vocation à prendre toute leur place dans les éco-systèmes d'animation économique de leur territoire

Deux types principaux d'éco-systèmes et de réseaux d'animation économique exercent leurs activités sur les territoires :

- des réseaux mis en place par les entreprises ou leurs organismes professionnels ou interprofessionnels : les syndicats professionnels, les associations interprofessionnelles, souvent par branche d'activité ou filière, les clusters,...
- des réseaux exerçant des missions pour le compte de la Région au travers de conventionnements, et notamment :
 - ❖ les réseaux consulaires ; en particulier, la Région a engagé un partenariat avec la Chambre régionale de commerce et d'industrie pour mettre en place une gouvernance élargie en matière d'accompagnement des entreprises à potentiel, reposant notamment sur le rôle de proximité des chambres territoriales au service de la prospection des projets d'entreprises,
 - ❖ l'Agence de Développement et d'Innovation Nouvelle-Aquitaine, qui propose aux collectivités adhérentes un partenariat reposant sur un programme concerté d'actions de communication et de coopération.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes sont invitées à intégrer ces éco-systèmes et réseaux d'animation pour disposer de l'information la plus pertinente sur les entreprises de leur territoire et bénéficier de lieux d'échanges leur permettant de parfaire leurs stratégies économiques et d'adapter leur offre aux besoins des entreprises et aux interventions de la Région.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes et la Région financent conjointement les projets économiques de leur territoire

Le SRDEII, en application des dispositions du Code général des collectivités territoriales, pose le principe d'une complémentarité des interventions des communautés d'agglomération/communautés de communes et de la Région.

Cette complémentarité s'entend de deux manières :

- les régimes d'aides sont complémentaires dans leurs finalités, les communautés d'agglomération/communautés de communes et la Région pouvant effectuer du financement alternatif,
- les régimes d'aide sont établis de manière conjointe et les projets peuvent bénéficier de co-financements des communautés d'agglomération/communautés de communes et de la Région.

Dans le cadre du règlement d'intervention régional des aides aux entreprises, les communautés d'agglomération/communautés de communes veilleront avec la Région à maintenir la complémentarité des dispositifs qu'elles mettent en œuvre sur le territoire régional. En particulier, les interventions devront être concertées en amont. La communauté d'agglomération/communauté de communes **ne pourra pas compléter a posteriori des plans de financement déjà établis entre la Région et le bénéficiaire**. En outre, les montants apportés dans un plan de financement conjoint par la communauté d'agglomération/communauté de communes devront avoir un véritable effet de levier sur les financements privés.

Pour cela, la Région et la Communauté d'agglomération/Communauté de Communes mettront en place une procédure d'information sur les interventions où l'une des parties souhaite que le projet obtienne un co-financement de l'autre, ou

dans le cas où la Communauté d'agglomération/ Communauté de Communes souhaite que le projet qui lui est présenté recueille des fonds européens structurels et d'investissement (FESI).

Cette procédure a notamment pour objectif d'assurer la cohérence de l'intervention publique et le respect des règles européennes de cumul des aides d'état aux entreprises. Elle permettra de partager l'analyse sur le projet et le porteur et garantira le montage le plus adapté et régulier de l'ingénierie de financement du projet.

--o0o--

La présente charte est annexée aux conventions passées entre la Région et les communautés d'agglomération et les communautés de communes en application des articles L 4251-18, L 1511-2, L 1511-3, L 1511-4, L 1511-7, L 1511-8 du Code général des collectivités territoriales.

ANNEXE III
REGLEMENT D'INTERVENTION DES AIDES COMMUNAUTAIRES AUX ENTREPRISES

| Politique | Dispositif | Objectifs et projets à financer | Bénéficiaires | Assiette | Intensité maximale de l'aide | Régime |
|---|--|---|---|--|--|--|
| <p>Développement Economique – développement filière émergente ICC</p> | <p>Fonds Régional pour le Cinéma et l'Audiovisuel : Ce dispositif vise à soutenir les projets cinématographiques et audiovisuels réalisés par les sociétés de production au sein de Bordeaux Métropole, favorisant ainsi la production locale et renforçant l'attractivité de la métropole comme pôle de création culturelle après instruction de l'Agence Culturelle de Nouvelle-Aquitaine ALCA. Aides directes par arrêtés de la Présidente ou délibération de Conseil Métropolitain selon valeur de l'aide directe.</p> | <p>- Stimulation de la Production Locale : Encourager les sociétés de production à engager des projets cinématographiques et audiovisuels contribuant à l'économie culturelle locale. - Soutien à l'Innovation et à la Créativité : Financer des projets innovants qui favorisent la collaboration intersectorielle et la créativité au sein des industries culturelles et créatives. - Structuration de la chaîne de valeur des ICC, en particulier le Cinéma et l'Audiovisuelle sur les phases critiques d'écriture et de production.</p> | <p>Les sociétés de production cinématographique et audiovisuelle, quels que soient leur taille et leur statut, engagées dans la création d'œuvres sur le territoire de Bordeaux Métropole. Cela inclut aussi bien les entreprises établies que les startups innovantes dans le domaine.</p> | <p>Ensemble des dépenses engagées pour la réalisation de l'œuvre cinématographique ou audiovisuelle sur le territoire de Bordeaux Métropole, couvrant les coûts de personnel, la location de matériel et de lieux, les services de post-production, et toutes autres dépenses directement liées à la production.</p> | <p>50% des dépenses éligibles réalisées sur le territoire métropolitain, offrant ainsi un soutien significatif aux projets qui contribuent au dynamisme économique et culturel de Bordeaux Métropole.</p> <p>L'intensité de l'aide est déterminée en lien avec les partenaires du comité de chiffrage du fonds régional afin d'atteindre un effet de seuil permettant l'engagement de l'abondèrent du CNC.</p> | <p>SA111728 SA111723 SA48241</p> |

| Politique | Dispositif | Objectifs et projets à financer | Bénéficiaires | Assiette | Intensité maximale de l'aide | Régime |
|-------------|--|---|--|---|---|------------------------------------|
| Agriculture | Fond d'Initiative pour l'Agriculture Locale (FILA) | Aider les installations et certifications d'exploitations agricoles | 150 exploitations agricoles métropolitaines, cotisants solidaires MSA | <p>Aide forfaitaire à l'installation de 2000€ avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bonus de 1000€ si installation hors cadre familial - bonus de 2000€ si labellisation agriculture biologique ou bonus de 1000€ si adoption de pratique (s) à plus-value environnementale (dont valorisation de la production par la vente en circuit court) - dans la limite des fonds disponibles, bonus d'un maximum de 20 000€ supplémentaire pour une installation au sein de périmètres de protection de foncier agricole du territoire métropolitain - Aide forfaitaire à la certification bio de 500 €/an | Aide forfaitaire | SA111728 SA111729 |
| | | | 150 exploitations agricoles métropolitaines, cotisants solidaires MSA, entreprises ou établissements de développement agricole, de recherche et établissements secondaires ayant une activité agricole | <ul style="list-style-type: none"> - Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire, - Aides aux PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles - Aides visant à couvrir les coûts de prévention, de contrôle et éradication des maladies animales ou des | Taux de 40% majoré de 20 points de pourcentage pour : <ul style="list-style-type: none"> - les jeunes agriculteurs ou agriculteurs qui se sont installés au cours des cinq années précédant la date de la demande d'aide, - les investissements collectifs, tels qu'une installation de | SA 107520 SA 60553 SA 108469 |

| | | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|----------|
| | | Aider les investissements agricoles | enregistrée disposant d'un numéro d'affiliation ATEXA | organismes nuisibles aux végétaux et les coûts de prévention des espèces exotiques envahissantes, et aides destinées à remédier aux dommages causés par des maladies animales ou des organismes nuisibles aux végétaux pour la période 2023-2029 | stockage utilisée par un groupe d'agriculteurs ou une installation destinée à élaborer les produits agricoles avant leur commercialisation, et les projets intégrés concernant plusieurs mesures prévues par le règlement (UE) n° 1305/2013, y compris celles qui sont liées à la fusion d'organisations de producteurs. | |
| | | Aider les plantations d'arbres et de haies sur les exploitations agricoles | 150 exploitations agricoles métropolitaines, cotisants solidaires MSA, entreprises ou établissements de développement agricole, de recherche et établissements secondaires ayant une activité agricole enregistrée disposant d'un numéro d'affiliation ATEXA | Investissements d'agro-foresterie comprenant la plantation d'arbres et de haies et le suivi pendant 3 années des plantations par une structures professionnelle agréée | 80% pour les investissements d'agro-foresterie | SA 63945 |

| Politique | Dispositif | Objectifs et projets à financer | Bénéficiaires | Assiette | Intensité maximale de l'aide | Régime |
|--------------------------------|--|---|---|---|---|---|
| Alimentation durable et locale | Soutien aux initiatives de circuits courts et de proximité | <p>Favoriser le soutien au développement de la filière agricole et alimentaire sur le territoire métropolitain pour le maintien de circuits alimentaires et de l'agriculture de proximité</p> <p>Expérimenter et développer des solutions logistiques cohérentes avec la stratégie métropolitaine</p> <p>Développer ou consolider des outils de transformation stockage, distribution locale</p> <p>Développer la consommation de produits locaux, de qualités sur les différents lieux de consommation de la Métropole de Bordeaux</p> | <p>Entreprises de transformation, distribution, logistique...</p> <p>Groupement et coopératives d'agriculteurs</p> <p>Associations ayant une activité de transformation, distribution, logistique...</p> <p>Acteurs de l'ESS (hors activité agricole)</p> | <p>Ingénierie</p> <p>Prestations externes nécessaires à la réalisation du projet</p> <p>Investissements liés à la réalisation du projet</p> | <p>20% pour les projets soutenus par la Région Nouvelle-Aquitaine</p> <p>40% pour les projets non soutenus par la Région Nouvelle-Aquitaine</p> <p>Plancher d'aide minimal : 1000€ par projet</p> <p>Plafond d'aide maximal : 20 000€</p> | <p>SA111728</p> <p>SA111729</p> <p>SA111117</p> |

| Politique | Dispositif | Objectifs et projets à financer | Bénéficiaires | Assiette | Intensité maximale de l'aide | Régime |
|--------------------------|---|---|----------------------|---------------------------|-------------------------------------|---|
| Développement économique | Favoriser la création et le développement des PME | Dotation de fonds d'investissements pour favoriser l'innovation des entreprises | Entreprises | Investissement en capital | Selon dispositif | Hors aide d'Etat – investissement avisé |

ANNEXE IV MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES AIDES AUX ENTREPRISES

I Attribution des aides aux entreprises

1.1. Réalisation du projet objet de l'aide

Une convention sera passée entre la collectivité décidant de l'octroi de l'aide et le bénéficiaire.

Elle précisera :

- 1° les références au dispositif du règlement d'intervention,
- 2° les références au régime d'aide notifié ou exempté constituant la base juridique de l'intervention publique,
- 3° la nature, la durée et l'objet de l'intervention publique,
- 4° le montant et les modalités de versement des aides prévues,
- 5° le plan de financement de l'opération faisant apparaître l'ensemble des ressources affectées à la réalisation du même projet et notamment les autres financements accordés sur fonds publics,
- 6° les engagements de l'entreprise concernant la réalisation des investissements et la création d'emplois,
- 7° les conditions de versement et de solde de l'aide publique,
- 8° le contrôle qu'exercera la collectivité sur la réalisation du projet et des conditions de la convention : respect du projet de développement, création et/ou maintien d'emplois, respect de l'obligation d'information de la collectivité,...

Le bénéficiaire doit être informé du régime d'aide d'Etat sur lequel la personne publique s'est basée pour octroyer cette aide dans la décision d'octroi.

1.2. Modalité d'octroi des aides

La Région et la Métropole sont responsables chacun en ce qui les concerne, de l'instruction des demandes d'aides et des décisions d'octroi prises par chacune des collectivités.

Les projets éligibles peuvent être soutenus financièrement, soit uniquement par la Métropole, soit conjointement par la Région et la Métropole, soit uniquement par la Région.

La présente convention ne peut amener à contraindre l'une des collectivités partie prenante à financer un projet soutenu par l'autre partie, ni à réserver des crédits d'intervention de la Région sur le territoire de la Métropole.

1.3. Eco-socio-conditionnalités appliquées aux aides

La Métropole s'engage à conditionnaliser l'octroi de ses aides aux entreprises dans les conditions suivantes :

- **quel que soit le montant de l'aide communautaire :**
 - a) clause de non versement de dividendes issus de la subvention publique : le bénéficiaire s'engage à sortir la subvention des produits distribuables.
 - b) conditionnalité de remboursement de l'aide en cas de délocalisation : le bénéficiaire s'engage à maintenir ses investissements, la propriété intellectuelle ou industrielle pendant 5 ans (3 ans si PME). En cas de non respect, l'aide sera remboursée.
 - c) conditionnalité de maintien de l'emploi sur le territoire : le bénéficiaire s'engage à maintenir l'emploi sur une durée de 3 ans (sauf circonstances exceptionnelles)
 - d) obligation d'informer le CSE de l'octroi d'une aide publique : le bénéficiaire doit informer le CSE de l'obtention d'une aide dans un délai de 3 mois.
 - e) grille pour les manifestations, salons et festivals
 - **en fonction du seuil de l'aide :**
 - a) inférieur à 150 000 € : charte d'engagements volontaires
 - b) supérieur ou égal à 150 000 € d'aide : un contrat de transition sur lequel le bénéficiaire s'engage sur des progrès (1 sur la transition énergétique et climatique, un sur l'égalité professionnelle femmes-hommes et 2 autres critères au choix de l'entreprise).
- sont responsables chacun en ce qui les concerne, de l'instruction des demandes d'aides et des décisions d'octroi prises par chacune des collectivités.

La Métropole s'engage à répondre aux sollicitations de la commission d'évaluation des politiques publiques à laquelle le conseil régional a confié la mission d'évaluation des éco-socio-conditionnalités.

1.3. Coordination

La Région et la Métropole mettront en place une procédure d'information sur les interventions où l'une des parties souhaite obtenir un co-financement de l'autre, ou dans le cas où la Métropole souhaite que le projet qui lui est présenté recueille des fonds européens structurels et d'investissement (FESI).

Cette procédure a notamment pour objectif d'assurer la cohérence de l'intervention publique et le respect des règles européennes de cumul des aides aux entreprises. Elle permettra de partager l'analyse sur le projet et le porteur et garantira le montage le plus adapté et régulier de l'ingénierie de financement du projet.

II. Information et transparence

2.1. Bilan annuel des aides

Afin de permettre à la Région de satisfaire aux obligations d'information posées par l'article L 1511-1 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole lui transmettra avant le 30 mars de chaque année un relevé des aides attribuées dans l'année au titre de la présente autorisation. Ce relevé sera effectué sur la base des tableaux transmis par les Préfets correspondant à la circulaire annuelle relative au bilan des aides d'Etat du Ministère de l'intérieur/Direction générale des collectivités locales (DGCL).

Par ailleurs, en cas de sollicitation spécifique par la commission européenne, la Métropole s'engage à transmettre les éléments demandés pour permettre de répondre à nos obligations de reporting.

Dans le cas où la Métropole n'aurait pas transmis ces éléments avant le 30 mars (ou dans les délais relatifs aux sollicitations spécifiques de la commission), la présente convention pourra être résiliée de plein droit et la Métropole ne pourra plus attribuer des aides aux entreprises sur base des articles L1511-2 et L1511-7 du CGCT.

2.2. Transparence

Chaque aide d'Etat individuelle d'un montant supérieur à un seuil fixé par la réglementation européenne doit être publiée par la collectivité territoriale qui attribue l'aide sur un site unique de la Commission européenne consacré aux aides d'Etat. Ce seuil qui découle directement du droit européen et qui varie selon les secteurs auxquels l'aide est octroyée est, au moment de la signature de la présente convention, de :

100 000 € dans le cas général et pour les aides dans le secteur de la forêt,

- 10 000€ pour les aides dans le secteur de la production agricole,
- 30 000€ pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture,

S'agissant des régimes temporaires Covid ou Ukraine, chaque aide d'Etat individuelle d'un montant supérieur à :

- 100 000 € dans le cas général et pour les aides dans le secteur de la forêt,
- 10 000 € dans le secteur de l'agriculture et de la pêche

Ces seuils s'entendent par régime pour le régime jeune pousse et les régimes Covid et par projet, pour les autres régimes. Ces seuils se comptabilisent tous financeurs publics confondus. Si le bénéficiaire de l'aide est une personne publique, son autofinancement, hors la part issue de contributions privées, est compté dans ce cumul, sauf à démontrer que l'autofinancement est réalisé en investisseur avisé en économie de marché. Les aides de minimis ne font pas l'objet de cette obligation de transparence.

Cette déclaration doit être effectuée au plus tard dans les 6 mois suivant la date d'octroi de l'aide et dans les 12 mois pour les aides basées sur les régimes temporaires Covid ou Ukraine.

Toute aide qui n'aurait pas respecté cette obligation est incompatible et devra être récupérée.

Les modalités de mise en œuvre de cette obligation sont précisées par circulaire ministérielle et contrôlées par les Préfets.

Dans le cas où Métropole refuserait de se soumettre à cette obligation, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et la Métropole ne pourra plus attribuer des aides aux entreprises.